Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-577** **08/07/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidatures : 10 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence des aires marines protégées :

1 poste de chargé(e) de mission "tableau de bord" au sein des parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses (catégorie A ou agent contractuel) à ILONI (Mayotte).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) :

1 poste de chef(fe) de l'unité méthodologie et études (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Direction Générale de la Performance Economique et Environnementale des Entreprises (DGPE) :

1 poste de conseiller(e) agricole adjoint à l'ambassade de France (catégorie A/A+) à PEKIN (CHINE).

1 poste de conseiller(e) pour les affaires agricoles en Afrique de l'est (catégorie A/A+) au KENYA.

Organisation Européenne et Méditérranéenne de Protection des Plantes (OEPP) :

1 poste de chargé(e) de mission phytosanitaire mis à disposition du secrétariat de l'OEPP (catégorie A/A+) à PARIS (75).

Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) :

1 poste d'assistant(e) technique mise à disposition de l'OIE (catégorie A/A+) à PARIS (75).

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) :

1 poste d'expert(e) en agriculture durable - projet "global alliance for climate-smart agriculture" - mise à disposition auprès de la FAO (catégorie A/A+) à ROME (ITALIE).

Parc Nationaux de France :

1 poste de chargé(e) de publication au GIP ATEN (catégorie A ou agent contractuel) à MONTPELLIER (34).

Parc National de la Vanoise :

1 poste de juriste (agent contractuel de catégorie A) à CHAMBERY (73).

Secrétariat Général des Affaires Européennes (SGAE) :

1 poste d'adjoint(e) "environnement" auprès du chef de secteur ITEC (catégorie A) à PARIS (75).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

Intitulé du poste : Chargé(e) de mission « Tableau de Bord » (H/F) au sein des parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses.

Grade : ouvert en **priorité aux fonctionnaires** de catégorie A ou à défaut aux personnels non titulaires de niveau équivalent.

Niveau d'études : minimum bac + 5 ou expérience équivalente

Résidence administrative : Iloni (Mayotte)

Position administrative : détachement ou mise à disposition de 16 mois pour les fonctionnaires ; contrat à durée déterminée de 16 mois pour les agents non titulaires.

Contexte

Les parcs naturels marins de Mayotte (PNMM) et des Glorieuses (PNMG) ont été créés respectivement par décrets n°2010-71 du 18 janvier 2010 et n°2012-245 du 22 février 2012. Englobant l'ensemble des eaux sous juridiction française autour de Mayotte et des Glorieuses, ces deux parcs contigus forment l'une des plus grandes aires marines protégées françaises, avec une superficie de plus de 112 000 km². Ils abritent une biodiversité d'une richesse exceptionnelle, exposée, à Mayotte, à des pressions anthropiques fortes dans le contexte d'explosion démographique et de développement socio-économique que connaît actuellement l'île, 101ème département français et prochainement région ultrapériphérique de l'Europe.

Comme tout parc naturel marin, ces parcs ont pour objectif de contribuer à la connaissance du patrimoine marin ainsi qu'à la protection et au développement durable du milieu marin (Code environnement L334-3).

Les moyens nécessaires au fonctionnement des parcs sont mis à disposition par l'Agence des aires marines protégées, établissement public à caractère administratif créé par la loi nº 2006-436 du 14 avril 2006. La même équipe est au service des conseils de gestion de chacun des parcs.

L'atteinte de ces objectifs et l'efficacité des mesures de gestion sont évaluées au travers d'un tableau de bord, qui réunit l'ensemble des indicateurs, permettant de visualiser rapidement, globalement ou par orientation de gestion, le « degré d'approche » des différentes finalités, de vérifier si les actions mises en œuvre permettent effectivement de progresser vers les objectifs fixés, donc si elles sont efficaces. Les indicateurs doivent montrer les résultats qui sont obtenus et leur interprétation doit permettre d'ajuster les actions, afin d'atteindre les objectifs et d'évaluer l'efficacité de l'aire marine protégée (AMP). Cette évaluation contribue à la gestion de l'AMP au niveau individuel et participe à l'évaluation globale du réseau d'aires marines protégées. Le tableau de bord constitue par ailleurs un outil de communication à destination des parties prenantes et notamment des membres du conseil de gestion.

Nature de l'activité

Le/la chargé(e) de mission « Tableau de bord » sera placé(e) sous l'autorité de l'adjointe « Ingénierie » à la directrice-déléguée du Parc naturel marin de Mayotte.

Il/elle aura pour objectifs de contribuer à la mise en place et au remplissage du tableau de bord des Parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses :

- Finalisation de la feuille de route pour la mise en place du tableau de bord des 2 Parcs (identification des indicateurs appropriés vis-à-vis des objectifs fixés, abandon le cas échéant d'indicateurs envisagés et s'avérant inappropriés, calage d'un calendrier de travail avec l'ensemble des chargés de mission et des agents de terrain…) ;
- Elaboration de protocoles indicateurs en étroite collaboration avec les chargés de mission thématiques, les agents de terrain et les référents du siège, mise en forme des fiches protocoles validées ;
- Appui à l'animation des chargés de mission pour l'organisation des groupes de travail thématiques indicateurs ;
- Identification ou construction des dispositifs de bancarisation appropriés pour chaque indicateur en étroite collaboration avec les référents du siège ;
- Appui à la formulation des besoins pour l'analyse et le traitement des données pour le calcul des indicateurs, en étroite collaboration avec les référents du siège ;
- Organisation de l'acquisition de données pour le calcul des indicateurs, vérification de la fiabilité des processus de collecte et de traitement des données ;
- Proposition de mise en forme et de vulgarisation des résultats du tableau de bord ;
- Appui au remplissage du tableau de bord pour 2015 et pour 2016 pour le Parc naturel marin de Mayotte, pour 2016 pour le Parc naturel marin des Glorieuses ;
- Evaluation des coûts humains et financiers de la mise en œuvre du tableau de bord des parcs ;
- Contribution au réseau thématique « tableau de bord » de l'AAMP et à toute démarche de capitalisation et d'échange relatives aux indicateurs et tableaux de bord des parcs naturels marins.

Pour la réalisation de ces différents objectifs, le/la chargé(e) de mission devra travailler en étroite collaboration avec les autres chargés de mission du service « ingénierie », avec les agents du service « Opérations » et avec les chargés de mission du siège de l'Agence en charge de la question des tableaux de bord et de la gestion des données.

Qualités requises

Compétences et expérience professionnelle

- Formation ou expérience en traitement de données ;
- Rédaction de protocoles scientifiques ;
- Une formation ou une expérience en statistique seraient un plus ;
- Une connaissance du contexte local et des parcs naturels marins serait appréciée.

Qualités personnelles

- Autonomie et capacités d'organisation ;
- Rigueur dans la conduite de projet ;
- Capacité à travailler en équipe (interne et externe) ;
- Capacité d'écoute et de négociation ;
- Excellentes capacités rédactionnelles.

Candidatures

Date limite de candidature : **26 juillet 2015**
Prise de poste : **1er septembre 2015**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae et **faire apparaître le statut du candidat**.

Elles sont à adresser :

- par mail à recrutement@aires-marines.fr en indiquant **impérativement en objet de votre mail la référence « HP107 »**.

ou

- par courrier à :

  Agence des aires marines protégées, Service Ressources Humaines, 16 quai de la douane, CS 42932, 29 229 Brest cedex 02.

Les personnes souhaitant des informations sur le poste peuvent contacter :

Cécile PERRON, directrice-déléguée du Parc naturel marin de Mayotte. Tél : 06 39 091212, courriel : cecile.perron@aires-marines.fr

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats est effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae. Les candidats fonctionnaires sélectionnés seront convoqués devant un (ou plusieurs) jury(s). En l'absence de candidature retenue parmi les fonctionnaires, les candidats non fonctionnaires sélectionnés seront à leur tour auditionnés par le(s) jury(s).

Date : 02/07/2015

Poste à pourvoir	**Chef de l'unité méthodologie et études (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

.

Département / Service recruteur Direction de l'Evaluation des Risques (DER)/ Unité Méthodologie et Etudes

Missions / contexte La direction de l'évaluation des risques assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques sanitaires en santé-environnement, en santé au travail, et des risques pour la santé et l'alimentation animale. Elle fait notamment appel aux comités d'experts spécialisés et coordonne leurs travaux. Sous l'autorité du directeur de l'évaluation des risques, la DER est composée de près de 160 agents répartis dans trois domaines principaux : *Expertise et évaluation - Méthodes et observatoires – Coordination de l'expertise*.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Au sein du domaine « Méthodologie et observatoires» l'unité « méthodologie et études » a pour mission générale :

1. Le développement de modèles et méthodologies d'évaluation des expositions et des risques pour les unités du domaine Expertise de la Direction de l'Evaluation des Risques dans les secteurs de la microbiologie, des substances chimiques, des agents physiques et de la nutrition en santé humaine et animale. Dans ce cadre, elle intervient en appui des unités chargées de l'animation de l'expertise collective.

2. Le développement de méthodes d'enquête et le pilotage d'études permettant d'évaluer et de modéliser les apports nutritionnels, les expositions aux substances chimiques et aux agents biologiques pour la population générale ou des populations spécifiques, ainsi que leurs déterminants (consommation alimentaire, facteurs d'exposition). A ce titre, l'unité coordonne notamment les études nationales de consommation individuelle (INCA) et les études d'alimentation totale (EAT) et participe à des programmes de recherches nationaux et européens dans ces thématiques (ANR ou appel à projet H2020 de la commission).

Le chef de l'unité, assisté d'un adjoint, assure le fonctionnement de cette unité composée d'une quinzaine de scientifiques (agronomes, vétérinaires, épidémiologistes, statisticiens).

Il garantit l'efficience et la cohérence scientifique et technique des travaux de l'unité placée sous sa responsabilité en s'assurant de la bonne application des politiques définies par la Direction de la DER. Il assure également l'interface avec les unités d'expertise, intervenant dans les divers champs de compétence de la DER.
Il optimise les ressources humaines et financières affectées à son unité et décline la politique qualité de l'Agence au niveau de son unité.

Activités

S'assurer de la qualité et de la pertinence des travaux de son unité :

- Animer la réflexion scientifique dans son cœur de métier en participant à la définition et à l'évolution du savoir faire de l'agence,
- Anticiper les besoins des unités d'expertise en assurant une veille au niveau des différents comités d'expert de l'Agence,
- Garantir la rigueur de la production de son unité et en assurer la validation,
- Rendre intelligible les résultats des travaux afin de faciliter la prise de décision par la direction de l'évaluation des risques et les commanditaires,
- Fournir à la direction de la DER les moyens d'orienter ses choix en assurant un reporting adapté,
- Veiller au respect des plannings et des délais des missions confiées à son unité.

Assurer des fonctions de représentation institutionnelle :

- Représenter l'Agence à l'extérieur, dans son champ de compétences,
- Remplacer, si nécessaire, le directeur de la DER et ses adjoints dans leurs missions de représentation de l'agence,
- Favoriser les coopérations par l'animation d'un réseau structuré.

Manager ses équipes et gérer les ressources financières affectées à son unité :

- Définir le contenu des missions, évaluer ses collaborateurs, contribuer au recrutement et à la définition des besoins en formation de ses équipes,
- Gérer de façon rigoureuse l'ensemble des moyens alloués pour la réalisation des missions en accord avec la DER et les politiques de l'Anses,
- Organiser, répartir, suivre le travail de son équipe et les méthodologies mises en oeuvre.
- Détecter les potentiels et participer à la gestion de carrière de ses collaborateurs
- Assister ses équipes dans la gestion des projets
- Assurer une maîtrise des budgets.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis	Doctorat en sciences (épidémiologie, statistiques, biologie, chimie) doctorat vétérinaire, ou diplôme d'ingénieur (agronomie, chimie, microbiologie…).
Expériences similaires	Expérience confirmée (plus de 8 ans) en gestion de projet et management d'équipe, en évaluation ou gestion des risques sanitaires dans les domaines de l'alimentation, de l'environnement et/ou du travail. Au-delà, il convient de justifier d'une expérience significative dans un des domaines scientifiques suivants : épidémiologie, modélisation, statistique, expologie, appréciation quantitative des risques.
Compétences	Connaissance du cadre réglementaire en matière d'évaluation et de gestion du risque sanitaire appréciée, Connaissance du fonctionnement des institutions françaises, européennes et internationales, dans le secteur de l'évaluation et de la gestion du risque sanitaire appréciée, Connaissances opérationnelles ou approfondies en épidémiologie ou statistique, Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets, Fortes aptitudes à la communication orale et maîtrise de l'anglais Fortes capacités de programmation et de tenue des délais, Esprit d'analyse et de synthèse, Ouverture d'esprit, Force de proposition et d'innovation.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31/07/2015

Renseignements sur le poste : Dominique GOMBERT, Directeur (dominique.gombert@anses.fr) ou Jean-Luc VOLATIER, Adjoint au Directeur (jean-luc.volatier@anses.fr)

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-084 par courriel :

recrutement@anses.fr

FICHE DE POSTE

Service économique régional – République populaire de Chine

Conseiller agricole adjoint (F/H)

Niveau parcours professionnel catégorie A/A+ : 3.

Localisation géographique :

Le poste serait dans un premier temps basé à Pékin puis pourrait évoluer vers un positionnement sur Canton.

Contexte :

Sous la direction du chef de service régional (SER), domicilié à Pékin, le pôle agricole comprendra cinq personnes : un conseiller agricole, deux conseillers adjoints ainsi que deux recrutés locaux : une attachée en charge des questions sanitaires et phytosanitaires ainsi qu'un assistant. Le SER couvre l'aire géographique suivante : Chine (y compris Hong Kong et Macau), Mongolie extérieure et Taïwan.

Le pôle agricole du SER poursuit les objectifs suivants :

- Assurer une fonction de veille et d'analyse économique sur les sujets agricoles et agro-alimentaires : situation de l'agriculture et de l'agro-alimentaire ; suivi des politiques agricoles, des marchés, de la recherche agricole ; connaissance des opérateurs publics et privés ; suivi des entreprises françaises ; positionnement des intérêts français vis-à-vis de la concurrence.

- Défendre les intérêts français dans les négociations menées avec les autorités chinoises s'agissant :

a) Des politiques commerciales bilatérales : accès au marché des produits français en Chine (négociations sanitaires en particulier), propriété intellectuelle, droits de douanes…

b) Des questions agricoles traitées dans les instances internationales, en particulier G20, FAO ou OMC,

- Développer des programmes de coopération permettant l'émergence de positions communes sur des sujets variés (normes sanitaires, agroécologie, formation et recherche agricole…) ou, en lien avec les opérateurs publics (BusinessFrnace) ou privés (Chambre de commerce, SOPEXA, ADEPTA, CCEF, Interprofessions…), la promotion de l'offre française.

- Appuyer les entreprises françaises sur des questions régaliennes importantes pour leur activité : propriété intellectuelle, reconnaissance des indications géographiques, conditions d'investissements étrangers …

En Chine, ces objectifs s'inscrivent dans le cadre et les instances de discussions définis entre les deux gouvernements : plan d'action à moyen terme ; visites de haut niveau ; dialogue économique et financier ; dialogue sur les échanges humains ; commission mixte économique franco-chinoise ; comité mixte agricole.

En Mongolie, ils respectent le cadre de l'accord agricole défini entre les deux gouvernements en octobre 2013 ; à Taiwan, la déclaration d'intention signée en novembre 2014.

Contenu du poste :

D'un point de vue général, la personne choisie sera placée en position d'adjoint auprès du conseiller agricole et pourra en ce sens, sous la responsabilité du conseiller agricole, être amenée à couvrir l'ensemble des activités énoncées ci-dessus.

A Pékin, ce poste recouvrira les activités suivantes :

- Assurer une fonction de veille et d'analyse économique, en particulier :

  - En vue d'alimenter la revue mensuelle agricole du service économique : « PAC à PAC » ;
  - En vue de connaître et de suivre les grands groupes agricoles et agro-alimentaires : lien avec leurs dirigeants, connaissance de leurs activités, de leur stratégie, de leurs résultats économiques, analyse de leurs besoins et des possibilités de partenariats avec les entreprises françaises ;
  - En vue d'analyser les filières agricoles et agro-alimentaires.

Ces travaux se traduiront par des notes de synthèse régulières destinées à l'administration française comme aux acteurs économiques.

- Suivre certaines des actions conduites auprès de nos entreprises par les opérateurs publics ou ceux sous contrats publics, dans le secteur agricole et agro-alimentaire (salon, études…) ;

- Accompagner certains programmes de coopération, en particulier ceux relatifs à la recherche ou la formation agricole, en lien le cas échéant avec les autres services de l'Ambassade concernés (service scientifique, service culturel) et le cas échéant, appuyer l'organisation d'évènements ponctuels ;

- Participer à la préparation et l'exécution des fréquentes visites de haut niveau dans les deux sens.

Dans l'hypothèse où le poste serait ultérieurement délocalisé à Canton, le conseiller adjoint sera chargé :

- D'y effectuer une veille économique : situation de l'agriculture et l'agro-alimentaire dans la zone couverte par le consulat ; suivi des politiques agricoles et des marchés locaux ; connaissance des opérateurs publics et privés ; suivi des entreprises françaises en Chine et de leurs concurrents ;

- De connaître et d'appuyer les intérêts français agricoles du sud de la Chine : négociation auprès des administrations chinoises en cas de besoin ; mise au point d'évènements ad hoc en lien avec les opérateurs français ; mise en relation avec les groupes chinois, en lien avec BusinessFrance.

Qualités requises :

- Bonne connaissance de la politique agricole française et européenne ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires et forestières ;

- Grande capacité d'adaptation au travail en contexte multiculturel ;

- Sens du travail en équipe ;

- Autonomie ;

- Très bonne connaissance de l'anglais écrit et oral ;

- La connaissance du chinois est souhaitée.

Personnes à contacter :

- Patrice de LAURENS, DGPE/Chef du Service Europe et International - Tél. : 01.49.55.46.44

patrice.delaurens@agriculture.gouv.fr
- Marie-Hélène LE HENAFF, DGPE – SEI – Sous Directrice International - Tél. : 01.49.55.45.08

marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr

Direction Générale de la Performance Economique et Environnementale des Entreprises
Service Europe et International
Sous-Direction International
Bureau de la Mondialisation et de la Sécurité Alimentaire

Conseiller(e) pour les affaires agricoles en Afrique de l'Est
(CAE -EAC)

Niveau parcours professionnel catégorie A/A+ : supérieur à 3.

Nature de l'activité :

Sous l'autorité du Chef du Service économique auprès de l'Ambassadeur, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le conseiller pour les affaires agricoles au Kenya aura pour missions :

- D'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt sur l'évolution de l'agriculture dans les pays de l'espace économique de la Communauté d'Afrique de l'est (CAE), les orientations de la politique agricole/alimentaire et leurs impacts ;
- D'observer activement l'évolution des positions des pays de l'Afrique de l'Est en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences ;
- D'observer l'évolution des positions des pays est-africains (pays membres de la CAE), en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences, en lien avec les services économiques de ces pays et régions ;
- De soutenir et promouvoir les positions françaises auprès des administrations des pays de la région concernées (OMC, APE, PAC, G20, indications géographiques, …) ;
- De créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions des pays de la région compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs des pays de la région, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et des pays de la région ;
- D'identifier des actions de coopération et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- De contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et du MAAF ;
- De favoriser en collaboration avec SOPEXA et le réseau déployé par Business France dans les pays de la région, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec l'administration relevant d'une intervention régalienne ;
- De représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAAF ayant lieu dans les pays de la région ;
- De suivre les orientations de la CAE en matière de politiques agricoles, de développement et de sécurité alimentaire, en lien avec les services du SCAC ;
- De créer et maintenir des liens avec les autorités de la CAE sur les questions agricoles, en lien avec le SCAC.

Qualités requises :

- Esprit d'initiative, de synthèse et de rigueur ;
- Réactivité ;
- Très bonne maîtrise de la langue anglaise ;
- Pratique de l'administration centrale et des relations internationales ;
- Connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- Connaissance des politiques de développement ;
- Aptitude à travailler dans un pays multiculturel .
- Sens des relations humaines et de la négociation internationale.

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelable

Personnes à contacter :

- Patrice DE LAURENS, Chef du service Europe et International – DGPE – Tél. : 01 49 55 46 44
patrice.delaurens@agriculture.gouv.fr
- MARIE-HELENE LE HENAFF, Sous-Directrice International – DGPE – Tél. : 01.49.55.45.08
marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr
- Valérie VION – Chef du Bureau de la Mondialisation et de la Sécurité Alimentaire – DGPE – Tél. : 01.49.55.48.66
valerie.vion@agriculture.gouv.fr
Christiane DELAMOUR - DGPE-SEI-BM – Tél. : 01.49.55.47.83
christiane.delamour@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Chargé(e) de mission phytosanitaire mis à disposition du secrétariat de l'Organisation Européenne et Méditerranéenne de Protection des Plantes (OEPP) à Paris

Niveau parcours : 2
Catégorie : A+/A
Position administrative : Mise à disposition
Durée initiale : 3 ans
Poste vacant au 1er septembre 2015

Missions de la structure	L'OEPP est une organisation intergouvernementale chargée de la coopération dans le domaine de la protection des plantes entre les pays de la région européenne et méditerranéenne. Selon les termes fixés par la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV), l'OEPP est l'organisation régionale pour la protection des végétaux (ORPV) en Europe.	
Objectifs du poste	Améliorer la participation à l'élaboration, l'accès et l'utilisation des normes et bases de données de l'OEPP par les pays francophones. Reprendre les activités menées par le secrétariat de l'OEPP sur les plans d'urgence ainsi que l'organisation du panel « inspections phytosanitaires ». Prendre part aux activités sur l'analyse du risque phytosanitaire. Faciliter la remontée et la prise en compte des remarques des pays de l'OEPP sur les affaires de la CIPV.	
Descriptif des activités	Proposer après consultation des différents pays francophones membres de l'OEPP, un plan d'action visant à améliorer la participation à l'élaboration, l'accès et l'utilisation des normes et bases de données de l'OEPP par ces pays. Participer à la traduction et à la relecture de telles normes. Intervention lors de séminaires afin d'encourager la participation à l'élaboration, l'accès et l'utilisation de ces normes et bases de données par ces pays francophones. Reprendre le travail mené par le secrétariat de l'OEPP sur les plans d'urgence, notamment à travers le développement de plans spécifiques à certains organismes nuisibles jugés prioritaires. Organiser le travail du panel « inspections phytosanitaires », notamment à travers la préparation des normes d'inspection, et en vue de leur approbation. Participer au travail relatif aux analyses de risque phytosanitaire transversales, et développer des méthodes de screening rapides afin d'identifier les organismes nuisibles d'importance, incluant le domaine des organismes nuisibles réglementés non de quarantaine. Organiser le cas échéant le panel sur les mesures phytosanitaires de l'OEPP. Faciliter la remontée de commentaires des pays membres de l'OEPP, notamment des pays francophones ne participant pas audit panel, sur les affaires de la CIPV (dont les projets de normes). Un ajustement du poste peut être entrevu dans le cas où l'OEPP obtiendrait l'appel d'offre de la Commission européenne sur les organismes réglementés non de quarantaine.	
Champ relationnnel du poste	Institutions nationales (ONPV, centres de recherche, …), européennes (Commission, …) et internationales (CIPV).	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Très bonnes connaissances en biologie végétale, agronomie, et protection des plantes notamment sur la thématique des organismes réglementés de et organismes réglementés non de quarantaine. - Parfaite compréhension de la réglementation européenne et du fonctionnement des institutions nationales et internationales dans le domaine de la santé des végétaux. Maîtrise de l'anglais. - Une expérience d'au moins 5 ans au sein d'un service central d'une ONPV est souhaitée. Une expérience dans le domaine de l'évaluation des risques et dans les autres activités de l'OEPP dont le domaine des produits phytosanitaires serait un plus.	- Animation de réseaux et travail en interface avec des experts. - Aptitude aux relations interculturelles. - Travail en équipe, autonomie, capacité d'analyse et de synthèse, qualités rédactionnelles, disponibilité pour les déplacements à l'étranger.
PERSONNES A CONTACTER	DGAL : - Loïc EVAIN, Directeur général adjoint - Tél. : 01.49.55.81.77 loic.evain@agriculture.gouv.fr - Emmanuelle SOUBEYRAN, Cheffe de service des actions sanitaires en production primaire, CPO - Tél. : 01.49.55.42.56 - emmanuelle.soubeyran@agriculture.gouv.fr - Jean-Philippe DOP, Adjoint au Sous directeur des affaires sanitaires européennes et internationales - Tél. : 01.49.55.58.92, jean-philippe.dop@agriculture.gouv.fr DGPE : - Marie-Hélène LE HENAFF, Sous-directrice international - Tél. : 01.49.55.45.08, marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Assistant(e) technique mis à disposition du siège de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) à Paris

Niveau parcours : 2
Catégorie : A+/A
Position administrative : Mise à disposition
Durée initiale : 1 an
Poste vacant au 1er septembre 2015

Missions de la structure	L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Les normes qu'elle établit sont notamment reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OIE, alors « Office international des épizooties », fut créé le 25 janvier 1924. Son siège est à Paris. Il compte 180 Pays Membres et dispose de 13 Représentations ou Bureaux sur tous les continents**.**	
Objectifs du poste	L'Assistant technique sera chargé de suivre les projets régionaux pour l'Afrique, dont l'OIE a la responsabilité, et notamment le Projet régional de Soutien au Pastoralisme dans le Sahel (PRAPS). Ce programme sera piloté localement par la Représentation Régionale de l'OIE pour l'Afrique (Bamako – Mali), et se fera en liaison avec le projet ACTS (Appui à la coopération transfrontalière au Sahel) initié par la France. La Banque mondiale a lancé l'Initiative Sahel en novembre 2013, au sein de laquelle a été développé un projet régional d'appui au pastoralisme (PRAPS) couvrant 6 pays sahéliens (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso, Sénégal, Mauritanie), pour un montant de 250 MUSD, qui sera conduit sous la coordination technique du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). Le poste proposé s'inscrit dans le cadre de la coordination opérationnelle de la Composante régionale Santé animale du projet PRAPS financé par la Banque Mondiale que l'OIE est chargé de fournir selon les modalités et conditions prévues par un Accord conclu avec le CILSS. Il s'inscrit également dans le cadre d'une coopération renforcée entre le PRAPS et le projet ACTS financé par la France dans la région du Liptako-Gourma (Burkina Faso, Mali, Niger).	
Descriptif des activités	Sous l'autorité du Directeur Général de l'OIE et en liaison avec le Représentant Régional de l'OIE pour l'Afrique, le candidat aura la responsabilité de préparer la mise en œuvre de la composante régionale du volet santé animale du PRAPS, et de celle de l'ACTS.Il devra notamment s'intéresser : - Au suivi de l'étude épidémiologique préliminaire mise en œuvre par le CIRAD, centre collaborateur de l'OIE, dans le cadre du projet PRAPS; et l'utilisation des résultats et recommandations proposées par le CIRAD pour accompagner les 6 pays dans la mise en œuvre des activités du PRAPS. - A la préparation de l'appui technique à apporter aux 6 pays du projet pour mettre à jour ou définir leur stratégie vaccinale, définir/mettre à jour leurs plans de surveillance et de contrôle des maladies prioritaires (en s'appuyant sur les réseaux d'épidémiosurveillance existant dans chaque pays). - La collecte d'informations par les pays sur les contrôles de mouvements de bétail aux frontières (mouvement commerciaux et/ou transhumance). - A l'harmonisation des politiques de santé animale des 6 pays en utilisant les outils de bonne gouvernance développés par l'OIE. De plus, le Directeur Général ou les personnes qu'il mandate à cet effet peuvent, lorsque cela s'avère nécessaire, demander au/à la titulaire du poste de réaliser d'autres tâches dans son domaine de compétence.	
Champ relationnel du poste	Représentation régionale de l'OIE pour l'Afrique, ACTS, CILSS, PRAPS, leurs bailleurs de fonds (dont Banque mondiale et MAEDI) ainsi que leurs pays bénéficiaires.	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Etre titulaire d'un diplôme de Dr vétérinaire, ou d'un doctorat équivalent ; - Disposer d'au moins 10 ans d'expérience à l'international, notamment une expérience significative sur le terrain, dans la préparation et/ou l'exécution de projets dédiés à l'élevage et à la santé animale ; - Avoir une parfaite maîtrise du français et une bonne connaissance de l'anglais, tant à l'écrit qu'à l'oral.	- Animation de réseaux et travail en interface avec des experts ; - Aptitude aux relations interculturelles ; - Aptitude au travail en équipe, autonomie, capacité d'analyse et de synthèse, qualités rédactionnelles, disponibilité pour les déplacements à l'étranger.
Personnes à contacter	DGAL : - Loïc EVAIN, Directeur général adjoint - Tél. : 01.49.55.81.77 loic.evain@agriculture.gouv.fr - Jean-Philippe DOP, Adjoint au Sous directeur des affaires sanitaires européennes et internationales - Tél. : 01.49.55.58.92 jean-philippe.dop@agriculture.gouv.fr DGPE : - Marie-Hélène LE HENAFF, Sous-Directrice international - Tél. : 01.49.55.45.08 marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Direction Générale de la Performance Economique et Environnementale des Entreprises

Expert(e) en agriculture durable – Projet « Global Alliance for Climate-smart Agriculture »
Mise à disposition auprès de la FAO, Rome (durée 3 ans)

<table>
<tr><td colspan="3">Catégorie : A/A+</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 3</td><td colspan="2">Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant en juillet 2015</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Sous la supervision directe du Directeur de la division du Climat, de l'énergie et des régimes fonciers (NRC) l'expert(e) travaillera à la mise en oeuvre des activités de la FAO afin d'aider les pays membres à affronter les défis du changement climatique, en termes d'atténuation du changement climatique et de développement de capacités d'adaptation de l'agriculture, de la pêche et des forêts à ses effets.
Il/Elle travaillera plus particulièrement en étroite collaboration avec le Chef d'équipe du secrétariat de l'Alliance globale pour une agriculture climato-intelligente (Global Alliance for climate smart agriculture, GACSA).
L'expert(e) collaborera avec les administrateurs des différents départements de la FAO ainsi qu'avec les bureaux décentralisés et les partenaires externes œuvrant dans le secteur de l'agriculture durable et du changement climatique.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">L'expert(e) contribuera à la mise en œuvre des activités de NRC dans le cadre du Plan à moyen terme 2014-2017 de la FAO. Il / Elle travaillera plus particulièrement sur l'Objectif stratégique 2 de la FAO visant à rendre l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives et plus durables à travers l'aire prioritaire de travail sur l'agriculture climato-intelligente (CSA), la coordination générale des activités liées à l'agriculture climato-intelligente dans le cadre de la GACSA et la mise en œuvre d'actions de terrain en lien avec les pays membres.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">L'expert(e) sera amené(e) à :
- Participer à la réflexion pour définir, promouvoir et faciliter la dissémination du concept d'agriculture intelligente face au climat ;
- Mettre en place des mécanismes d'échange entre pays sur les politiques nationales, régionales et internationales et contribuer aux discussions relatives à l'agriculture climato-intelligente ;
- Développer des réseaux de collaborations entre scientifiques et praticiens du développement pour identifier et appuyer la mise en œuvre de bonnes pratiques permettant d'augmenter la productivité, renforcer la résilience et réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- Assurer la prise en compte des travaux scientifiques pertinents pour l'agriculture climato-intelligente, en lien en particulier avec le groupe de travail sur la connaissance ;
- Contribuer à la préparation de matériel de sensibilisation et aux activités pilotes ;
- Assurer les liens avec les acteurs de la société civile et du secteur privé et public sur les aspects concernant l'agriculture climato-intelligente en préparation de la COP21 ;
- Contribuer à la prise en compte de la GACSA dans l'Agenda des solutions (Action Agenda) en lien avec le Secrétariat général des Nations-unies ;
- Contribuer à la recherche de financements notamment auprès des fonds liés à l'agriculture et au changement climatique (ex : Fond vert pour le climat, …).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Secrétariat du Comité de la Sécurité Alimentaire, FAO, PAM et FIDA ; chercheurs du monde entier ; Représentants permanents des pays membres à Rome.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :

- Anglais et français courant indispensables.La connaissance d'une troisième langue (Espagnol, arabe, chinois ou russe) est un atout ;
- Etudes : Diplôme universitaire ou équivalent (ingénieur) en agriculture durable, agronomie, sciences environnementales ou domaines similaires ;
- Expérience professionnelle : préférablement 10 ans d'expérience professionnelle dans des domaines similaires ;
- Connaissance et expérience de travail dans des pays en voie de développement ;
- Expérience en gouvernance internationale liée à l'agriculture durable.
- Bonne connaissance des pratiques climato-intelligente dans différents</td><td>Savoir-faire :

- Capacité à organiser et animer des réunions ;
- Compétences informatiques ;
- Capacité à travailler dans un contexte multinational et multiculturel ;
- Réflexion stratégique ;
- Aptitude à respecter les délais impartis.</td></tr>
</table>

	contextes internationaux ; - Connaissances en matière de sécurité alimentaire.	
Personnes à contacter	- Marie-Hélène LE HENAFF, DGPE – SEI - Sous-directrice International - Tél. : 01.49.55.45.08 marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr - Valérie VION, DGPE – SEI – Chef du Bureau de la Mondialisation et de la Sécurité Alimentaire (BM) - Tél. : 01.49.55.48.66 valerie.vion@agriculture.gouv.fr Isabelle OUILLON ? DGPE – SEI - BM – Tél : 01.49.55.46.20 isabelle.ouillon@agriculture.gouv.fr Christiane DELAMOUR – DGPE – SEI – BM – Tél : 01.49.55.47.83 christiane.delamour@agriculture.gouv.fr	

Appel à candidatures
Chargé(e) de publication au GIP Aten

Poste (H/F) de catégorie A, accessible en priorité à un(e) fonctionnaire titulaire de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale, à défaut à un(e) non fonctionnaire par voie contractuelle de catégorie A.

Durée de l'engagement : 3 ans. Le poste est à pourvoir à compter du 1er janvier 2016.

Résidence administrative à Montpellier (34), au siège de l'Aten (groupement d'intérêt public Pôle de ressources et compétences pour la nature).

L'Aten (Acteurs Territoires Espaces Natures - Pôle de ressources et compétences pour la nature) est un groupement d'intérêt public (GIP) créé en 1997 à l'initiative du ministère chargé de l'environnement. Il réunit 19 organismes responsables de la gestion de la nature et de la protection de la biodiversité.
Comme tous les groupements d'intérêts publics, l'Aten offre des services, comme la formation professionnelle, à ses propres membres en priorité, qui regroupent plus de 5000 professionnels travaillant à la sauvegarde des patrimoines naturels. Au delà, l'Aten répond aux besoins des autres acteurs, prescripteurs et relais d'opinions qui poursuivent des objectifs similaires même hors des espaces protégés. Site web : www.espaces-naturels.fr

L'Établissement public « Parcs nationaux de France » (PNF) a été créé par la loi de 2006 réformant politique française des parcs nationaux. Il apporte son appui technique et administratif aux parcs nationaux afin de faciliter leur fonctionnement, constituer un centre de ressources, d'appui et d'échanges de leurs savoirs et expériences, organiser leur représentation et leur communication communes pour les faire rayonner au plan national et international.
Une des missions de PNF est de représenter l'ensemble des parcs nationaux français auprès du GIP Aten, qui assure notamment le rôle de principal organisme de formation pour les personnels des parcs nationaux. PNF est ainsi membre du GIP Aten, auprès duquel il affecte des personnels, dont le présent poste de chargé(e) de publication.

Les activités de PNF et de l'Aten s'inscrivent dans la perspective du projet de création de l'agence française pour la biodiversité, au sein de laquelle les deux établissements ont vocation à être intégrés.

1. Définition du poste

Le(la) Chargé(e) de publication définit et met en œuvre le contenu éditorial de la Revue Espaces Naturels et la collection des Cahiers Techniques, et assure le suivi éditorial des publications de leur conception à leur diffusion.

Les principales missions sont les suivantes :

Définition et suivi de projets :
- Rédactrice en chef de la Revue espaces naturels et de la collection des Cahiers techniques,
- Participation à la définition d'une politique d'édition pour la collection des cahiers techniques,
- Animation du comité éditorial de la Revue et de celui des Cahiers techniques,
- Gestion des outils collaboratifs (extranet, internet, bdd).

Gestion des publications :
- Suivi de la réalisation et de l'édition des cahiers techniques du projet à la diffusion,
- Recueil, synthèse et analyse des informations,

- Réécriture des textes dans le cadre des éditions et des dossiers documentaires,
- Suivi commercial et financier de la revue et de la collection des cahiers techniques en liaison avec le prestataire,
- Conception, suivi et validation du catalogue des publications,
- Veille sur l'actualité du domaine de l'édition et des espaces naturels plus particulièrement.

2. Profil souhaité

Bac + 5 minimum.
Connaissance du domaine de l'environnement, de l'édition et du journalisme

Compétences techniques :

- Connaître le contexte institutionnel et les acteurs de la biodiversité au niveau national, européen et international,
- Connaître le droit de l'écrit, de l'utilisation de l'image et des droits d'auteur,
- Connaître le milieu de l'édition, du journalisme environnemental,
- Maîtriser et utiliser les outils collaboratifs,
- Maîtriser les outils et méthodes du pilotage de projets.

Compétences transversales :

- Connaître les procédures d'achat public,
- Savoir animer les échanges, l'information et la réflexion entre les différents acteurs,
- Savoir réécrire et hiérarchiser des informations.

Compétences relationnelles :

- Capacité d'écoute,
- Créativité.

3. Autonomie du poste

Placé sous l'autorité de la responsable du pôle Ressources au sein de l'équipe Aten, le(la) Chargé(e) de publication est autonome sur les activités du poste dans le cadre des actions du pôle.

Ses missions l'amènent à se déplacer fréquemment sur le territoire national. Permis B nécessaire.

4. Comment se porter candidat

Envoyer, avant le **15 septembre 2015**, un dossier de candidature se composant d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae détaillé. **Le dossier devra être parvenu, dans ce délai de rigueur**, exclusivement par courrier adressé à : **Monsieur le Directeur de l'Aten, 2 place Pierre Viala, 34060 Montpellier Cedex 2**

5. Modalité de sélection

La sélection des candidats se fera sur dossier puis sur entretien avant le choix définitif.

6. Informations complémentaires

La résidence administrative est fixée à Montpellier, département de l'Hérault.

Renseignements sur le poste auprès de Béatrice Carpy , responsable du pôle ressources de l'Aten au 04.67.04.39.61, ou auprès de Pascale Puigdemont responsable RH à PNF au 04.67.41.67.45.

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée des suites données à son dossier.

Parc national de la Vanoise

Chambéry, le 3 juillet 2015

RECRUTEMENT JURISTE
C.D.D. 6 MOIS

Le Parc national de la Vanoise recrute à compter du 1er septembre 2015 un juriste (poste équivalent catégorie A de la fonction publique) en contrat à durée déterminée.
Le poste est un poste à temps plein, à pourvoir pour une durée de 6 mois.
Il est basé au siège du Parc national de la Vanoise à Chambéry (73 000).

CONTEXTE

Le Parc national de la Vanoise est un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du Ministère chargé de l'environnement.
Son budget annuel est de l'ordre de 7 millions d'euros en fonctionnement et investissement (subventions du Ministère chargé de l'environnement).
L'établissement compte 75 agents permanents répartis entre le siège du Parc (Chambéry) et le territoire du Parc.
L'équipe du Parc au siège est organisée en quatre Pôles (Pôle Patrimoine, Pôle Développement durable, Pôle Communication et Secrétariat général) et une unité Système d'information. Sur le terrain, des secteurs territoriaux sont situés dans les vallées de Tarentaise (Pralognan, Haute Tarentaise) et de Maurienne (Modane, Haute Maurienne).
Le poste est rattaché au Pôle Secrétariat général et placé sous l'autorité directe de la secrétaire générale.
La résidence administrative est fixée au siège de l'établissement, à Chambéry.

PROFIL METIER

Le (la) chargé(e) des affaires juridiques propose et réalise des actions et met en œuvre des procédures dans de nombreux domaines juridiques. Il (elle) assure le conseil et la veille juridique pour l'établissement. Il (elle) assure notamment les missions suivantes :

- Interpréter et veiller à l'application des textes législatifs ou réglementaires concernant l'établissement.
- Proposer et présenter les procédures découlant de nouvelles dispositions législatives et réglementaires.
- Elaborer ou concourir à l'élaboration de textes à caractère normatifs afin d'organiser le fonctionnement de l'établissement.
- Rédiger des actes juridiques courants.
- Conseiller les responsables de pôles en matière juridique.
- Participer à l'élaboration des conventions, en lien avec les partenaires du Parc,.

· Le cas échéant, exercer un rôle d'expertise dans un domaine de spécialité du droit.

CONNAISSANCES ET COMPETENCES REQUISES

· Niveau d'études et connaissances:
Master droit public
Connaissances en droit de l'environnement
Maîtrise des outils informatiques
Expérience : non requise

· Compétences
Sens du service public
Autonomie et initiative
Rigueur et respect des délais
Aptitude et goût pour le travail en équipe;
Qualités rédactionnelles

MODALITES DE RECRUTEMENT

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation manuscrite et un curriculum vitae détaillé, ainsi que, le cas échéant, des attestations de rapport de stage ou de contrats précédemment accomplis fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés.
Le courrier devra également préciser la date de disponibilité du candidat.
Les dossiers sont à adresser **au plus tard le 30 juillet 2015 :**

- par courrier à l'attention de :
Mr le Directeur du Parc national de la Vanoise
Parc national de la Vanoise,
135 rue du Docteur Julliand
73000 Chambéry
- ou par messagerie électronique à l'adresse : **secretariat@vanoise-parcnational.fr**

FICHE DE POSTE
Premier ministre
Secrétariat Général des Affaires Européennes (SGAE)
http://www.sgae.gouv.fr

Adjoint(e) « Environnement » auprès du chef de secteur ITEC

Niveau parcours professionnel catégorie A : 2

Le SGAE (**http://www.sgae.gouv.fr/**) est le service du Premier ministre chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes et les activités de l'OCDE. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne et à l'OCDE.

Un poste d'adjoint auprès du chef de secteur «Industrie - Télécommunications - Postes - Société de l'information - Environnement - Energie – Compétitivité – Recherche – Espace (ITEC)» est à pourvoir à partir de début septembre 2014.

Ce poste est proposé dans le cadre d'une **mise à disposition** à un agent de catégorie A (attaché, ingénieur, ou assimilé).

Attributions :

Le titulaire du poste sera, sous l'autorité du chef de secteur, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, chargé de la coordination interministérielle **des dossiers relatifs à l'environnement** et plus particulièrement :

- La protection de la nature et des espèces, la biodiversité, la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages ;
- La qualité de l'eau et des milieux aquatiques ;
- La responsabilité environnementale et l'évaluation environnementale ;
- Le suivi de transposition des directives et le précontentieux correspondants ;
- Le développement durable ;
- L'accès et la participation du public (Convention d'Aarrhus)
- La mise en culture des OGM ;
- La protection des sols.

Dans son secteur d'activité, le titulaire du poste assurera le suivi des calendriers de négociation, la **coordination des positions françaises**, l'établissement de notes d'orientation et de notes d'instructions à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne et de réponses à la Commission européenne après concertation des départements ministériels, la préparation de réunions interministérielles d'arbitrage et la rédaction de leurs comptes-rendus, l'élaboration de notes de synthèse et de position pour divers types de dossiers, la participation éventuelle à des réunions organisées par le Conseil de l'Union européenne ou le cabinet du Premier ministre. Il suivra les transpositions des directives et des précontentieux correspondants ou liés à la mise en oeuvre du droit de l'Union européenne, dossiers dont il est à noter qu'il constituent une part importante de la charge de travail associée à ce poste.

Profil souhaité :

La candidat devra manifester une capacité d'organisation et une efficacité personnelle lui permettant de faire pace à un rythme de travail soutenu et à des échéances strictes et rapprochées. Il devra savoir prioriser son travail, de manière responsable, en fonction de ces échéances.

Le candidat doit posséder une formation scientifique ou technique, et/ou une bonne connaissance voire une pratique des mécanismes européens. Des connaissances juridiques seraient un atout.

Le candidat doit présenter les qualités suivantes :
- aptitude à la négociation et la coordination interministérielle ;
- goût du contact ;
- sens du dialogue, de l'écoute et de l'initiative ;
- bon esprit de synthèse ;
- capacité à rédiger avec clarté et précision et à proposer, sous délais contraints, des solutions adaptées à des problématiques diversifiées ;
- capacité à s'investir rapidement sur des sujets variés ;
- bonne connaissance de l'anglais ;
- bonne maîtrise des outils informatiques.

Les agents intéressés sont invités à **adresser leur CV** à Mme Martine Dugrenier, chargée des ressources humaines, du budget et de la logistique par courriel : martine.dugrenier@sgae.gouv.fr.

Ce poste étant une mise à disposition du MAAF, les agents intéressés sont aussi invités à contacter
Guilhem BRUN, Sous-Directeur Europe, Tél. : 01.49.55.45.57, Courriel : guilhem.brun@agriculture.gouv.fr
Aurélie DARPEIX, Cheffe du bureau de l'Union européenne, Tél. : 01.49.55.45.10, Courriel : aurelie.darpeix@agriculture.gouv.fr
Monique ROUSSELOT, Cheffe de la mission des affaires générales et ressources humaines, Tél. : 01.49.55.49.30, Courriel : monique.rousselot@agriculture.gouv.fr

Tout renseignement complémentaire concernant le poste peut être obtenu auprès de M. Philippe Lucas, chef du secteur ITEC (tél. : 01.44.87.10.33).